

Le Conseil du peuple syrien : entre changement et bruit

Par : Issam Khoury

17 mai 2024

De nombreux opposants au président syrien décrivent les membres du Conseil du peuple syrien comme « un conseil fantoche ». Par conséquent, l'opposition syrienne n'a pas commenté les élections du Conseil du peuple syrien, qui doivent se tenir le 15 juillet 2024, sur la base du décret présidentiel n ° 99 de 2024.

Le Conseil populaire est composé de 250 membres. L'article 53 de la constitution de 1973 stipule qu'au moins la moitié des membres du Conseil populaire doivent être des travailleurs et des paysans. Cette disposition a été réitérée dans le deuxième paragraphe de l'article 60 de la constitution de 2012, publié sous la présidence de Bachar al-Assad, et dans l'article 22 de la loi électorale générale n ° 5 de 2014. Cet arrangement attribue 127 représentants parlementaires aux travailleurs et aux paysans, tandis que le reste de la population obtient 123 représentants parlementaires.

La Syrie semble être un pays laïque dans les médias, mais en réalité, c'est un État plongé dans des détails sectaires. La sécurité est imposée par l'intermédiaire de l'autorité politique représentée par une alliance de partis appelée « Front démocratique national », dirigée par le Parti Baas socialiste arabe, qui est le parti dirigeant de l'État et de la société selon la constitution syrienne. Il existe une répartition sectaire non divulguée des positions. Traditionnellement, depuis l'époque de Hafez al-Assad et la poursuite du règne de son fils, Bachar al-Assad, la majorité sunnite (70 % de la population syrienne) s'est vu attribuer 171 représentants parlementaires sunnites dans toutes les provinces syriennes, tandis que les alaouites (7-11 % de la population syrienne) ont 39 représentants parlementaires répartis dans quatre provinces. La communauté chrétienne (8-13% de la population syrienne) se voit attribuer 23 représentants parlementaires répartis dans dix provinces, et la communauté druze (1-3% de la population syrienne) reçoit neuf représentants parlementaires, dont six proviennent du gouvernorat de Suwayda. La communauté chiite (1%

de la population syrienne) se voit attribuer cinq représentants parlementaires, la communauté ismaélienne (1% de la population syrienne) un représentant parlementaire et la secte murshidite (1% de la population syrienne) un représentant parlementaire.

gouvernorat	Sunnite	Alaouites	chrétiens	Druzes	Chiisme	Ismaili	Murshidite	Total
Damascus	21	1	5		2			29
Campagne de Damas	15		2	2				19
Alep	17		3					20
Campagne d'Alep Ouest	32							32
Lattaquié	4	11	2					17
Tartous	3	9	1					13
Hama	9	8	2			2	1	22
Idlib	16				2			18
Petroleum Company	13		1					14
Ar Raqqa	8							8
Al Hasakah	12		2					14
Daraa	8		2					10
Suwayda'				6				6
Al Qunaitra	4			1				5
Homs	9	10	3		1			23
Total	171	39	23	9	5	2	1	250

La représentation parlementaire tient également compte des sentiments nationaux, ethniques et tribaux dans la société syrienne. Les positions sont réparties au sein de chaque secte en fonction du poids tribal. Par exemple, parmi la secte alaouite, les clans qui suivent la faction religieuse Kalaziyya reçoivent une proportion plus élevée de représentation parlementaire que les Alaouites qui suivent la faction Haydariyya, en raison de la présence démographique plus élevée des Kalaziyya. Cette faction religieuse est également suivie par la famille Assad au pouvoir. Les postes parlementaires sont également répartis entre les adeptes de la faction Kalaziyya en fonction de leurs affiliations tribales (par exemple, les Kalbiyya, Haddadin, Khayyat et Mutawarra). Si un membre de ces tribus n'obtient pas de poste parlementaire, il est certain qu'un autre membre de la tribu obtiendra un poste ministériel.

En raison de leur absence d'une zone géographique spécifique et de leur présence dans les provinces syriennes, les chrétiens sont incapables de recueillir les votes d'un grand nombre de membres de leur communauté. Par conséquent, le Front national démocratique impose la nomination de représentants chrétiens au sein de ses listes électorales. Ces listes atteignent systématiquement un taux de réussite de 100 %, dans la mesure où les Syriens estiment que les résultats des élections sont sans conséquence. Il est évident que l'appareil de sécurité syrien détermine les listes du Front national démocratique. Si l'appareil de sécurité syrien décide de nommer une personne pour faire partie des listes du Front démocratique national, cette personne ne peut pas refuser ou se soustraire à la nomination, sinon elle sera accusée de trahison et de manquement au devoir envers la nation et son dirigeant.

Le nombre de candidats sur les listes du Front national démocratique est inférieur aux sièges parlementaires alloués dans chaque province, ce qui permet une concurrence électorale limitée d'une autre catégorie connue sous le nom d'indépendants. En règle générale, ces indépendants sont des personnes fortunées, des hommes d'affaires ou des personnalités publiques qui doivent recevoir le soutien de responsables de la sécurité pour leurs campagnes électorales ; sinon, ils risquent de perdre leurs aspirations parlementaires. Cette catégorie est également liée à l'appareil de sécurité syrien ou désignée par celui-ci pour faciliter les accords commerciaux ou industriels qui profitent aux responsables de la sécurité.

Le seul groupe religieux marginalisé dans la représentation parlementaire sont les adeptes de la foi yézidie. L'État syrien ne reconnaît pas cette religion, et les adeptes de cette religion (environ 13 000 personnes) sont classés dans les registres officiels comme musulmans sunnites.

Nombre de membres de l'Assemblée du peuple

Les tâches possibles des membres du Conseil populaire n'ont inclus aucun amendement constitutionnel lié aux questions souveraines en matière de gouvernance depuis que le président Hafez al-Assad a pris le pouvoir en Syrie, à l'exception de l'amendement constitutionnel de 2000 qui a permis

l'installation du fils du président Bachar al-Assad comme son successeur. Ce changement a ajusté la limite d'âge présidentielle à 34 ans par rapport aux 40 années précédentes.

Dans la pratique, aucun des membres du Conseil populaire n'ose critiquer une proposition de résolution en raison de la facilité avec laquelle les forces de sécurité syriennes peuvent arrêter et ternir leur réputation, comme on l'a vu avec les députés Mamoun al-Homsî et Riad Seif pendant la période du printemps à Damas.

Par conséquent, les tâches du Conseil populaire se sont limitées à transmettre les demandes populaires aux autorités et aux ministres, principalement en ce qui concerne les questions liées aux services telles que les réseaux d'électricité et d'égouts dans certaines régions, les projets de développement éducatif dans les régions éloignées ou l'amélioration des installations touristiques en fonction des changements démographiques.

En ce qui concerne les affaires étrangères et les relations internationales, la majorité des membres du Conseil du peuple font écho aux discours des dirigeants politiques et de sécurité concernant la lutte contre Israël, le projet impérial américain visant la Syrie et soutenant l'axe de résistance représenté par l'Iran, le Hezbollah, le Hamas et le régime syrien.

Depuis le déclenchement de la révolution syrienne, qui s'est transformée en guerre civile, les députés sunnites ont été incapables de fournir des services aux forces de sécurité pour apaiser la colère du public. Ils se sont abstenus d'exiger la libération de tout détenu. Inversement, certains députés des minorités ont agi en tant qu'intermédiaires avec le personnel de sécurité pour déterminer le sort des détenus. Certains ont même secrètement cherché à inclure les noms des détenus dans les décrets de grâce présidentielle. La présence de minorités au Conseil du peuple syrien a été bénéfique pour les civils syriens opprimés, bien que ces services aient été payés par les familles des personnes enlevées et détenues, contribuant à la corruption généralisée en Syrie.

Changements attendus au Conseil du peuple en 2024

Bien que des provinces entières échappent au contrôle du régime syrien, telles qu'Idlib, Hasakah, Raqqah et Suwayda, le régime syrien a insisté pour nommer des représentants de ces provinces au Conseil du

peuple, signalant que ces provinces font partie de la Syrie et que les entités qui contrôlent ces zones occupent des forces sans autorité légitime pour administrer ces provinces.

Le régime syrien n'a pas non plus modifié le niveau de représentation des députés syriens pour aucune province, même si de nombreuses provinces ont vu leur population diminuer en raison des dommages importants causés à leurs structures et infrastructures urbaines. En outre, la population démographique en Syrie a considérablement changé en raison du déplacement de plus de 6,5 millions de personnes de Syrie, et toutes ces personnes déplacées sont absentes du processus électoral. Par conséquent, il est clair que le régime syrien cherche à éviter tout changement politique dans le pays afin de paraître équilibré en termes de représentation sectaire et nationale devant sa population.

Un changement notable au sein du Conseil populaire s'est produit en 2017 avec la nomination d'un président d'origine chrétienne du Conseil populaire. Cette position était traditionnellement occupée par une figure sunnite depuis l'époque du président Hafez al-Assad, en particulier une figure de la ville de Damas. Peut-être que ce changement visait à plaire aux Russes et à envoyer un message à l'Occident que les chrétiens occupent des postes de direction dans l'État dirigé par Assad.

Selon Ayman Abdel Nour, ancien conseiller du président syrien et actuellement transfuge, la communauté chrétienne a subi des dommages politiques. Il était d'usage de nommer ou d'élire un membre chrétien à la haute direction du parti Baas socialiste arabe, mais cette pratique a changé, avec le changement de nom de la haute direction en direction centrale du parti Baas socialiste arabe en 2018. Lors des récentes élections à la direction centrale, seul le député Hamouda Sabbagh, un chrétien, a obtenu un poste en raison de son rôle de président du Conseil du peuple.

Aymen, de l'Institut tchéco-slovaque d'études orientales, ajoute que la présence de Hamouda Sabbagh, d'origine chrétienne, dans la direction centrale du parti Baas socialiste arabe est uniquement due à sa position de président du Conseil du peuple syrien. Par conséquent, si les élections de 2024 aboutissent à un président non chrétien du Conseil du peuple, les chrétiens perdront leur position politique dans la direction centrale du Parti Baas socialiste arabe, ce qui constituerait en effet un revers important dans la représentation politique des chrétiens syriens.

De plus, l'avocat Mohannad Al-Hasani a précisé que le régime syrien ne se préoccupe pas de réduire la représentation des groupes minoritaires au parlement, mais qu'il a réduit les pouvoirs politiques de la majorité sunnite en supprimant le poste de président du Conseil du peuple tenu par les sunnites. Le régime a également nommé plusieurs officiers alaouites aux administrations de sécurité qui étaient traditionnellement détenues par les sunnites, comme le Bureau de la sécurité nationale, anciennement connu sous le nom de Bureau de la sécurité nationale. Par conséquent, s'il y a un changement dans la représentation parlementaire, cela peut affecter la représentation sunnite.

Dans l'ensemble, les chrétiens syriens ne sont généralement pas très impliqués dans la vie militaire syrienne en raison de leur minorité dispersée dans diverses provinces syriennes. Ils se méfient de l'animosité sectaire entre les communautés chiites et sunnites et préfèrent ne pas être impliqués. En conséquence, la plupart des familles chrétiennes ont envoyé leurs enfants à l'étranger, et ceux qui se sont installés à l'étranger ont peu de chances de retourner en Syrie, un pays déchiré et dysfonctionnel sur le plan administratif.

En conclusion, on peut déduire des perspectives d'Abdel Nour et d'Al-Hasani que cette année, le régime syrien peut renouveler une figure chrétienne en tant que président du Conseil du peuple syrien pour maintenir l'équilibre sectaire dans la direction centrale du Parti Baas socialiste arabe. Ne pas le faire peut entraîner un statut politique marginalisé pour les chrétiens. Cela pourrait potentiellement conduire à une réduction de la représentation chrétienne au Conseil du peuple cette année ou lors des futures sessions parlementaires, les chrétiens étant remplacés par des personnalités alaouites ou chiïtes, d'autant plus que la population chiïte a augmenté en Syrie, en particulier à Damas et dans sa banlieue, ainsi qu'à Homs.

Les troubles sécuritaires et les bombardements israéliens dans le sud du Liban cette année ont également entraîné le déplacement de plus de 200 familles libanaises chiïtes vers la périphérie de la capitale, Damas. Bien que ces familles n'aient pas obtenu la citoyenneté syrienne, de nombreux combattants du Hezbollah et leurs familles ont acquis des pièces d'identité syriennes au cours de leurs opérations militaires dans les territoires syriens. Cela pourrait potentiellement augmenter la démographie chiïte en Syrie. Si les troubles sécuritaires persistent dans le sud du Liban, ces familles et d'autres sont capables d'obtenir des pièces d'identité syriennes, compte tenu de la clémence évidente du gouvernement syrien envers les exigences iraniennes et de l'influence considérable du Hezbollah au sein des cercles décisionnels syriens.

Les Syriens druzes ont tenu leurs enfants à l'écart du service obligatoire dans les zones situées en dehors de la province d'Al-Suwayda, et ils sont actuellement menacés par le régime syrien et les milices iraniennes. Il n'y a pas d'influence des députés druzes sur le soulèvement contre le régime syrien dans la province d'Al-Suwayda, et aucune figure politique ou économique druze aux racines respectables n'ose changer l'opinion de la rue druze dans la province d'Al-Suwayda.

Dans le cadre de la politique de bâton et de carotte adoptée par le régime à l'égard des Syriens sunnites, il était prévu de faire de même avec les Druzes, en réduisant leur sécurité ou leur représentation parlementaire au Conseil du peuple. Cependant, cela est impossible car la majorité de la population de la province d'Al-Suwayda est druze. Par conséquent, le régime syrien a eu recours à la nomination d'un nouveau gouverneur pour Al-Suwayda, le général de division Akram Ali Mohammed, connu pour ses relations de sécurité avec les combattants du Hezbollah et la milice Fatemiyoun lors des combats à Alep lorsqu'il était chef de l'Administration de la sécurité de l'État à Alep. Cela indique que les députés druzes qui seront nommés dans

le jeu électoral dirigé par le général de division Akram appartiendront aux factions d'opposition au mouvement et pourraient exiger du Conseil du peuple qu'il réprime d'une main de fer leur peuple à Al-Suwayda.

Les autres minorités ne seront pas affectées dans leur représentation parlementaire, car leur représentation est généralement faible. On s'attend à ce que le régime syrien tienne compte du niveau de représentation parlementaire sunnite lors des élections du 15 juillet 2024, d'autant plus qu'un certain nombre de pays arabes sunnites ont rétabli leurs relations avec la Syrie, notamment l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis et la République arabe d'Égypte.

Cette année, les représentants parlementaires auront des rôles importants et spéciaux dans les médias, les relations étrangères et les accords économiques, car de nombreuses personnalités politiques et de sécurité syriennes figurent désormais sur les listes de sanctions américaines et européennes, et beaucoup d'entre elles n'osent pas voyager par des compagnies aériennes non syriennes par crainte d'être arrêtées par Interpol. Par conséquent, l'establishment de la sécurité syrienne préparera une section de parlementaires syriens à jouer ce rôle, et il est du devoir des opposants au régime syrien de surveiller ces individus et de signaler toute violation qu'ils commettent, car ils sont les nouvelles armes du régime de sécurité vers l'extérieur.